

## **Face à un pouvoir toujours plus absurde, nous ne dirons plus rien**

Voilà quatre mois que le feuilleton médiatico-judiciaire intitulé l'"affaire de Tarnac" ne cesse de ne plus vouloir finir. Julien (Coupat) va-t-il sortir à Noël ? Pour le Nouvel An ? Aura-t-il plus de chance vendredi 13 ? Non, finalement on le gardera encore un peu en prison, enfermé dans son nouveau rôle de chef d'une cellule invisible. Puisqu'il semble que quelques personnes aient encore intérêt à faire perdurer cette mascarade, même au-delà du grotesque, il va nous falloir endosser, encore une fois, le rôle que l'on nous a taillé ("les 9 de Tarnac"), pour un nécessaire éclaircissement collectif. Alors voilà.

Primo. Pendant que des journalistes fouillaient jusque dans nos poubelles, les flics reluquaient jusqu'à l'intérieur de nos rectums. C'est assez désagréable. Depuis des mois vous ouvrez notre courrier, vous écoutez nos téléphones, vous traquez nos amis, vous filmez nos maisons. Vous jouissez de ces moyens.

Nous, les neuf, nous les subissons, comme tant d'autres. Atomisés par vos procédures, neuf fois un, alors que vous, vous êtes toute une administration, toute une police et toute la logique d'un monde. Au point où nous en sommes, les dés sont un peu pipés, le bûcher déjà dressé. Aussi, qu'on ne nous demande pas d'être beaux joueurs.

Deuzio. Bien sûr vous avez besoin d'"individus", constitués en "cellule", appartenant à une "mouvance" d'une fraction de l'échiquier politique. Vous en avez besoin, car c'est votre seule et dernière prise sur toute une part grandissante du monde, irréductible à la société que vous prétendez défendre. Vous avez raison, il se passe quelque chose en France, mais ce n'est certainement pas la renaissance d'une "ultragauche". Nous ne sommes ici que des figures, qu'une cristallisation somme toute plutôt vulgaire d'un conflit qui traverse notre époque. La pointe médiatico-policière d'un affrontement sans merci que mène un ordre qui s'effondre contre tout ce qui prétend pouvoir lui survivre.

Il va sans dire qu'à la vue de ce qui se passe en Guadeloupe, en Martinique, dans les banlieues et les universités, chez les vigneron, les pêcheurs, les cheminots et les sans-papiers, il vous faudra bientôt plus de juges que de profs pour contenir tout ça. Vous n'y comprenez rien. Et ne comptez pas sur les fins limiers de la DCRI pour vous expliquer.

Tertio. Nous constatons qu'il y a plus de joie dans nos amitiés et nos "associations de malfaiteurs" que dans vos bureaux et vos tribunaux.

Quarto. S'il semble aller de soi pour vous que le sérieux de votre emploi vous amène jusqu'à nous questionner sur nos pensées politiques et sur nos amitiés, nous ne nous sentons pas, quant à nous, le devoir de vous en parler. Aucune vie ne sera jamais absolument transparente aux yeux de l'Etat et de sa justice. Là où vous avez voulu y voir plus clair, il semble plutôt que vous ayez propagé l'opacité. Et l'on nous dit que, désormais, pour ne pas subir votre regard, ils sont toujours plus nombreux ceux qui se rendent à des manifestations sans téléphone portable, qui cryptent les textes qu'ils écrivent, qui font d'habiles détours en rentrant chez eux. Comme on dit : c'est ballot.

Quinto. Depuis le début de cette "affaire", vous avez semblé vouloir accorder beaucoup d'importance au témoignage d'un mythomane, aussi appelé "sous X". Vous vous obstinez, c'est courageux, à accorder un peu de foi à ce ramassis de mensonges, et à cette pratique qui a fait l'honneur de la France il y a quelques décennies - la délation. C'en serait presque touchant,

si ça ne conditionnait pas l'accusation de chef à l'encontre de Julien, et donc son maintien en détention. Si ce genre de "témoignage" ne justifiait pas des arrestations arbitraires, comme à Villiers-le-Bel après les émeutes.

Enfin, étant entendu que la marge de liberté qu'il nous reste est désormais fort réduite, que le seul point à partir duquel nous pouvons nous soustraire à votre emprise réside dans les interrogatoires auxquels vous nous soumettez à intervalles réguliers. Que Julien s'est déjà vu refuser quatre demandes de remise en liberté. Qu'il est notre ami. Qu'il n'est rien de plus que ce que nous sommes. Nous décidons qu'à partir de ce jour, dans l'héroïque tradition d'un Bartleby, "nous préférons ne pas". En gros, nous ne vous dirons plus rien et cela jusqu'à ce que vous le libériez, jusqu'à ce que vous abandonniez la qualification de chef pour lui et de terrorisme pour nous tous. En résumé, jusqu'à ce que vous abandonniez les poursuites.

Pour tous ceux qui, là où ils sont, se battent et ne se résignent pas. Pour tous ceux que le ressentiment n'étouffe pas et qui font de la joie une question d'offensive. Pour nos amis, nos enfants, nos frères et nos soeurs, les comités de soutien. Pas de peur, pas d'apitoiement. Pas de héros, pas de martyrs. C'est précisément parce que cette affaire n'a jamais été juridique qu'il faut transporter le conflit sur le terrain du politique. Ce que la multiplication des attaques d'un pouvoir toujours plus absurde appelle de notre part, ce n'est rien d'autre que la généralisation de pratiques collectives d'autodéfense partout où cela devient nécessaire.

Il n'y a pas neuf personnes à sauver mais un ordre à faire tomber.

Aria, Benjamin, Bertrand, Elsa, Gabrielle, Manon, Matthieu, Yldune sont, avec Julien Coupat, mis en examen dans l'"affaire de Tarnac".